

Oublier un quart de la population?

Les minorités au Luxembourg connaîtront une période faste: tous les partis politiques vont se surpasser en promesses électorales pour les enrôlés de force, les personnes handicapées, les fonctionnaires publics, les agriculteurs, etc. etc. Bien sûr ces promesses ne valent que ce que valent des promesses électorales: personne ne sera dupe. Au moins les partis politiques tiennent compte des problèmes de ces gens et ne pourront pas ne pas satisfaire l'une ou l'autre de leurs revendications.

Il est cependant une large partie de la population qui ne connaît guère les faveurs des politiciens: LES IMMIGRES.

Oh certes, tous les responsables et tous les candidats se rendent bien compte que notre économie ne peut survivre que grâce à cette main d'œuvre fournie gratuitement par les pays d'origine et qui s'est avérée travailleuse et docile. Les richesses créées par les immigrés permettent aux entrepreneurs de faire fleurir leurs entreprises et augmentent ainsi les richesses du pays que les politiciens se mettent à répartir à leur clientèle, dont bien sûr les immigrés ne font pas partie.

Cette minorité sert encore plus directement les

(candidats-)députés. Le nombre des députés étant fonction de la population totale les nombreux étrangers ont fait augmenter le nombre de représentants du peuple. Davantage de députés représentent le même nombre de Luxembourgeois et continuent d'ignorer ceux à qui ils doivent leur mandat. Si l'on continue à éloigner le quart de la population des affaires de la cité, il faudrait diminuer d'autant le nombre de ses représentants.

Il convient d'examiner de très près les programmes des partis politiques (non publiés encore à l'heure actuelle) pour savoir qui a l'intention d'accorder des droits politiques aux immigrés. On pourrait se demander si les immigrés n'ont pas de préoccupations plus urgentes et si eux-mêmes veulent avoir des droits politiques? En effet beaucoup de problèmes concrets et quotidiens attendent une solution et ce souvent depuis des années. Le gouvernement actuel a le mérite d'avoir réalisé avec des représentants des immigrés un inventaire des problèmes par la Conférence et le Conseil National de l'Immigration. Mais presque tout reste à faire. Y aurait-il donc eu mauvaise foi de la part des initiateurs de cet inventaire? Je crois, qu'ils ont eu beau jeu, comme leurs prédécesseurs d'ail-

leurs, pour ne rien faire, puisqu'ils n'avaient et n'ont pas de compte à rendre politiquement aux immigrés. Ils continuent de compter avec la tranquillité et la servilité des migrants qui permettra aux gouvernements successifs de se produire en champions de l'intégration sur le parquet international et de refuser leur dû aux immigrés.

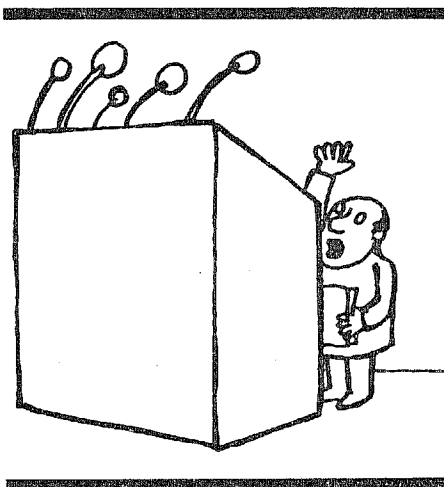
Analysons rapidement les différents problèmes:

- la situation juridique: une légère amélioration a été introduite: dorénavant le gouvernement ne peut plus retirer une autorisation de travail valable pour des raisons inhérentes à la situation, à l'évolution ou à l'organisation du marché de l'emploi. Néanmoins le gouvernement peut refuser le renouvellement de l'autorisation de travail aux échéances respectives: après 1 ou 5 années de séjour. L'insécurité juridique reste entière par le paragraphe de la loi Schaus qui permet au gouvernement de retirer à tout instant la carte de séjour (entraînant la perte de l'emploi) à qui par sa conduite compromet la tranquillité, l'ordre ou la sécurité publique ou est susceptible de compromettre la santé publique. Ces paragraphes permettent l'arbitraire le plus complet: est-ce troubler l'ordre que de manifester, de faire une grève ("sauvage"?), un malade atteint de tuberculose n'est-il pas susceptible de compromettre la santé publique? La modification de ces passages est le préalable à tout ébauche de participation des immigrés à la vie publique, même au niveau des conseils consultatifs.
- La situation scolaire: Aucune politique d'ensemble n'a été élaborée: des initiatives ici et là dévorent pas mal d'efforts et d'idéalisme mais ne mènent à rien.
- Le logement: Attendons les effets de la nouvelle loi sur le logement qui prévoit (enfin) des conditions d'hygiène minimales et donne un droit de contrôle au service d'immigration. Sur un plan général il est évident que les immigrés sont les premiers à souffrir de la carence en matière de construction de logements sociaux, notamment l'absence de logements publics.
- L'accueil: Le service d'immigration réalise certes des permanences à Esch et à Diekirch mais 1 commissaire, 3 assistants sociaux et une secrétaire ne peuvent vraiment pas faire plus que ce qu'ils font. On attend toujours une petite brochure donnant les informations élémentaires aux primo-arrivants. D'aucuns pourraient penser qu'il n'y a pas d'urgence en la matière, puisque de toute façon l'immigration est fermée. Il n'en est rien puisque, malgré la crise, des centaines de nouveaux immigrés ont été recrutés.
- La politique d'immigration: La pause dans l'immigration aurait pu être mise à profit pour repenser et réorganiser l'immigration pour mieux la contrôler. Il n'en a rien été, alors qu'il aurait été aisé de contraindre les patrons à mettre des logements décentes à la disposition des travailleurs, de prévoir des cours de langue pour eux etc. Un certain retour en arrière a même été constaté: des contrats sai-

sonniers sont établis; après 6 mois ces travailleurs perdent tous leurs droits. Il est évident que ces gens, venus de loin, essaient de rester. Du travail ils en trouveront, mais pas question que ce travail soit sanctionné par un contrat de l'Administration Nationale de l'Emploi. Beaucoup de ces travailleurs passeront donc l'hiver en travaillant sans contrat. Le gouvernement favorise donc le travail clandestin.

Tout ceci n'est pas nouveau. Reste à savoir si les partis et les journaux réussiront une fois encore d'éviter ce sujet dans la campagne électorale. Tel sera le cas, si personne ne pose le problème. Cher lecteur, cela dépend donc aussi de toi.

D'après ce que l'on peut savoir actuellement au moins un parti (le POSL) prévoit d'accorder le droit de vote pour les élections municipales aux immigrés. Ce serait un pas énorme vers une reconnaissance politique des migrants. Avoir



le droit de vote présuppose en effet les droits civiques tels le droit de réunion, de libre expression, d'association, que les étrangers n'ont pas actuellement.

A supposer que ce parti revienne au gouvernement, encore faudra-t-il qu'il trouve un partenaire d'accord sur ce projet. Reste à savoir la position du C.S.V. On pourra constater l'importance de l'aile droite de ce parti (renouvelé) qui confondant le synode avec une tribune de congrès politique y avait réussi à empêcher une formulation précise des droits politiques pour les travailleurs immigrés lors de la discussion de l'assemblée synodale.

De toute façon pareille innovation nécessiterait une modification constitutionnelle. La Chambre actuelle devrait donc se prononcer pour pareille modification. Une telle déclaration ne préjudice aucunement la décision de la constituante.

Les députés actuels et leurs partis politiques auront donc l'occasion de se prononcer encore à ce sujet. Ce sera l'occasion de vérifier, avant les élections, la valeur de leur (éventuelle) promesse électorale.

Serge